

Accord

entre la Confédération suisse et la République d'Autriche en vue de compléter la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et de faciliter son application

Conclu le 13 juin 1972

Approuvé par l'Assemblée fédérale le 19 mars 1974²

Instruments de ratification échangés le 14 novembre 1974

Entré en vigueur le 14 décembre 1974

(Etat le 13 novembre 2001)

Le Conseil fédéral suisse

et

le Président de la République d'Autriche

Désirant compléter entre les deux Etats la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale³ – dénommée ci-après (la Convention» – et faciliter l'application des principes de cette Convention, ont résolu de conclure un accord et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires:

(Suivent les noms des plénipotentiaires)

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. I (Ad article 1 de la Convention)

(1) La Convention et le présent Accord sont applicables aux infractions dont la poursuite, dans l'Etat requis, ressortirait à l'autorité judiciaire ou administrative. L'entraide judiciaire consistant en une notification est admise sans cette restriction.

(2) L'autorité administrative de l'Etat requérant est assimilée à l'autorité judiciaire de cet Etat, s'il est possible, en cours de procédure, d'en appeler à un tribunal compétent en matière pénale.

(3) La Convention et le présent Accord s'appliquent également:

- a. A la notification de sommations visant l'exécution d'une peine, le recouvrement d'une amende et le paiement des frais de procédure,
- b. Aux affaires concernant le sursis à l'exécution de la peine, la libération conditionnelle, le renvoi du début d'exécution de la peine ou l'interruption de l'exécution;
- c. Aux procédures en grâce;

RO 1974 2004; FF 1973 II 967

¹ Le texte original est publié, sous le même chiffre, dans l'édition allemande du présent recueil.

² Al. I ch. 2 de l'AF du 19 mars 1974 (RO 1974 1996)

³ RS 0.351.1

- d. Aux procédures en dommages-intérêts pour détention injustifiée ou autres préjudices provoqués par une procédure pénale, sous réserve de l'application d'autres dispositions contenues dans des traités internationaux.

Art. II (Ad articles 3 et 6 de la Convention)

(1) S'il n'est pas possible de joindre à la demande de séquestre ou de perquisition l'expédition ou une copie certifiée conforme du mandat décerné par le juge, il suffit de produire une déclaration de l'autorité judiciaire compétente attestant que les conditions prescrites par le droit en vigueur dans l'Etat requérant pour ordonner ces mesures sont remplies.

(2) Sont réservés les droits de tiers et – sans préjudice de l'alinéa 7 – ceux de l'Etat requis sur les objets et documents qui doivent être transmis en vertu de l'article 3 de la Convention ou selon le présent Accord.

(3) Hormis les pièces à conviction mentionnées à l'article 3 de la Convention, sont également remis, sur demande présentée par l'autorité compétente aux fins de les restituer au lésé, les objets qui proviennent d'un fait délictueux, ainsi que le produit de leur aliénation, sauf dans les cas suivants:

- a. Lorsque, dans l'Etat requis, les objets sont confisqués ou dévolus;
- b. Lorsqu'une tierce personne étrangère à l'infraction rend vraisemblable qu'elle a acquis de bonne foi des droits sur eux dans l'Etat requis, si ses prétentions n'ont été ni satisfaites, ni garanties.

(4) Une demande de ce genre peut être présentée jusqu'au moment où l'exécution de la sanction prend fin.

(5) L'article 6, paragraphe 1, de la Convention s'applique également aux objets mentionnés à l'alinéa 3 du présent article. Une autre procédure en cours dans l'Etat requis est assimilée à une procédure pénale selon l'article 6, paragraphe 1, de la Convention.

(6) En cas de décision portant sur la renonciation prévue à l'article 6, paragraphe 2, de la Convention, il y a lieu d'examiner si une tierce personne étrangère à l'infraction rend vraisemblable qu'elle a acquis de bonne foi des droits sur ces objets dans l'un des deux Etats et si ses prétentions ont été satisfaites ou garanties.

(7) L'Etat requis ne fait pas valoir un droit de gage douanier, ni d'autres garanties réelles découlant du droit des douanes ou des contributions, lorsqu'il remet les objets en renonçant à leur restitution, à moins que le propriétaire de ces objets, lésé par l'infraction, ne soit lui-même redevable des droits éludés.

(8) Les objets à remettre sont envoyés par la poste ou livrés à la frontière, sauf entente contraire dans un cas particulier.

Art. III (Ad article 4 de la Convention)

(1) Sur requête des autorités participant à la procédure, les représentants de ces autorités, de même que les autres personnes qui prennent part au procès et leurs conseils, reçoivent l'autorisation d'assister à l'exécution des actes d'entraide judiciaire

dans l'Etat requis. Ils peuvent suggérer de poser des questions ou de prendre des mesures complémentaires. Ces personnes bénéficient de l'immunité prévue à l'article 12, paragraphes 1 et 3, de la Convention, applicable par analogie.

(2) L'activité officielle des représentants de l'autorité de l'autre Etat est soumise, en Suisse, à l'approbation du Département fédéral de justice et police, ainsi que de la Direction de la justice du canton dans lequel l'entraide doit être accordée et, en République d'Autriche, au consentement du Ministre fédéral de la justice.

Art. IV (Ad article 5 de la Convention)

L'entraide judiciaire consistant en une saisie d'objets ou une perquisition n'est accordée que si, dans l'Etat requis, la compétence de poursuivre l'infraction appartient à une autorité judiciaire. L'article 1, alinéa 2, n'est pas applicable.

Art. V (Ad article 10 de la Convention)

L'article 10, paragraphe 2, de la Convention s'applique à toute citation de témoins ou d'experts. Ces personnes peuvent exiger elles-mêmes une avance de frais, au sens de l'article 10, paragraphe 3, de la Convention.

Art. VI (Ad articles 11 et 12 de la Convention)

(1) Pour autant qu'aucun motif particulier ne s'y oppose, suite est donnée à la demande présentée par l'un des deux Etats et tendant à ce qu'une personne détenue dans cet Etat:

- a. Assiste à l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire dans l'autre Etat;
- b. Soit transportée, à cette fin, à travers le territoire de l'autre Etat dans un Etat tiers.

(2) L'Etat auquel le détenu est remis selon l'alinéa 1 doit le maintenir en détention pendant la durée du séjour. Il ne peut pas le poursuivre pour une infraction commise avant son transfert.

(3) Le détenu est renvoyé à l'Etat requérant dès que l'Etat requis a exécuté la mesure d'entraide judiciaire demandée ou dès que le détenu lui a été remis par l'Etat tiers.

Art. VII (Ad article 13 de la Convention)

L'Etat requis communique, dans la mesure où ses autorités de police pourraient elles-mêmes les obtenir en pareil cas, les renseignements relatifs au casier judiciaire qui lui sont demandés par les autorités de police de l'autre Etat pour les besoins d'une affaire pénale. Des renseignements portant sur des inscriptions radiées ne sont donnés en aucun cas.

Art. VIII (Ad article 14 de la Convention)

- (1) Les demandes de notification indiquent, en sus de l'objet et du motif de la demande, le genre d'acte à notifier et précisent la qualité du destinataire dans la procédure.
- (2) Les demandes téléphoniques ou télégraphiques doivent être confirmées par écrit.

Art. IX (Ad article 15 de la Convention)

- (1) Sauf dispositions contraires du présent Accord, les autorités judiciaires des deux Etats peuvent correspondre directement entre elles.⁴ Lorsque, conjointement avec une demande d'entraide, l'autorisation d'assister à l'exécution d'un acte d'entraide dans l'Etat requis est sollicitée pour un représentant de l'autorité, copie de la requête est envoyée par la voie prévue à l'alinéa 2.
- (2) Les demandes ayant pour objet une mesure de perquisition ou de séquestre, la remise d'objets, le transfert ou le passage en transit de détenus sont transmises par l'Office fédéral de la justice⁵ et par le Ministre fédéral de la justice de la République d'Autriche. En cas d'urgence, la correspondance directe entre les autorités judiciaires est admise; toutefois, copie de la requête est envoyée par la voie prévue à l'alinéa 1.
- (3) Les demandes ayant pour objet la communication de renseignements et d'extraits du casier judiciaire à des fins pénales, y compris la radiation d'inscriptions au casier, sont adressées d'une part à l'Office fédéral de la justice⁶ et, d'autre part, à l'Office du casier judiciaire de la Direction fédérale de la police, à Vienne.
- (4) Les demandes visées à l'article VII du présent Accord sont transmises par l'Office fédéral de la justice et par le Ministre fédéral de l'intérieur de la République d'Autriche. S'il y a péril en la demeure, la correspondance directe entre les autorités de police et les autorités mentionnées à l'alinéa 3 est admise.
- (5) L'Office fédéral de la justice et le Ministre fédéral de la justice de la République d'Autriche correspondent directement pour l'échange de renseignements tirés du casier judiciaire à des fins non pénales.

Art. X

- (1) Dans les limites et en application de la Convention et du présent Accord, les autorités de police d'un Etat prêtent leur concours dans les affaires pénales que les autorités de police de l'autre Etat traitent indépendamment ou sur requête de l'autorité judiciaire, en effectuant des recherches ou des vérifications d'identité, en se procurant et en transmettant des renseignements, ainsi qu'en procédant aux inter-

⁴ Le tribunal autrichien territorialement compétent peut être trouvée sur internet à l'adresse suivante: <http://www.bmj.gv.at/justiz/gerichte/adressen/index.html>

⁵ La désignation de l'unité administrative a été adaptée selon l'art. 4a de l'O du 15 juin 1998 sur les publications officielles (RS 170.512.1). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent texte.

⁶ La désignation de l'unité administrative a été adaptée selon l'art. 4a de l'O du 15 juin 1998 sur les publications officielles (RS 170.512.1). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent texte.

rogatoires exigés par ces opérations. S'il y a péril en la demeure, l'assistance s'étend à tout interrogatoire, perquisition et saisie d'objets.

(2) L'échange de correspondance prévu par cet article a lieu directement entre l'Office fédéral de la police⁷ et le Ministre fédéral de l'intérieur de la République d'Autriche.

Art. XI (Ad article 16 de la Convention)

Une traduction des demandes établies selon la Convention ou le présent Accord, ainsi que des pièces jointes, ne peut être exigée.

Art. XII (Ad article 20 de la Convention)

Les frais causés par la remise d'objets afin de les restituer au lésé (article II) et par le transfert ou le passage en transit de détenus (article VI) sont remboursés par l'Etat requérant.

Art. XIII (Ad article 21 de la Convention)

(1) Suite à une dénonciation adressée par un Etat contractant selon l'article 21 de la Convention, les autorités compétentes de l'autre Etat contractant examinent si, d'après le droit de cet Etat, une poursuite doit être entamée devant les tribunaux. En cas de jugement d'infractions en matière de circulation routière, l'Etat requis prend en considération les règles de la circulation en vigueur au lieu de l'infraction.

(2) Lorsque l'ouverture de la procédure est subordonnée à une déclaration du lésé (plainte ou autorisation), la déclaration faite dans l'Etat requérant déploie également ses effets dans l'Etat requis. Dans les cas où la déclaration est exigée uniquement par la loi de l'Etat requis, elle peut être faite auprès de l'autorité de poursuite pénale compétente de cet Etat, dans les deux mois qui suivent la réception de la dénonciation.

(3) La dénonciation contient un bref exposé des faits. Elle doit être accompagnée:

- a. De l'original ou d'une copie des actes et des moyens de preuve entrant en considération;
- b. D'une copie des dispositions pénales applicables selon le droit de l'Etat requérant;
- c. Et en outre, en cas d'infraction en matière de circulation routière, d'une copie des règles de la circulation qui sont déterminantes pour le jugement.

(4) Les objets et documents originaux transmis sont restitués à l'Etat requérant au plus tard une fois le procès terminé, à moins que l'Etat requérant n'y renonce.

⁷ La désignation de l'unité administrative a été adaptée selon l'art. 4a de l'O du 15 juin 1998 sur les publications officielles (RS 170.512.1).

(5) Les autorités de l'Etat requérant renoncent à poursuivre le prévenu et à exécuter une décision rendue contre lui à raison des faits délictueux indiqués dans la dénonciation:

- a. S'il a subi la peine prononcée, si cette peine lui a été remise ou si elle est prescrite;
- b. Tant que l'exécution de la peine est partiellement ou totalement suspendue ou que le prononcé de la peine est différé;
- c. Si, vu les éléments de preuve, le prévenu a été acquitté par un jugement passé en force ou si la procédure a été définitivement suspendue.

(6) Les frais résultant de l'application de l'article 21 de la Convention et du présent article ne sont pas remboursés.

(7) Le présent article s'applique également au cas visé par l'article 6, paragraphe 2, de la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957⁸.

Art. XIV (Ad article 22 de la Convention)

(1) L'échange d'avis de condamnation a lieu au moins une fois par trimestre entre l'Office fédéral de la justice et le Ministre fédéral de l'intérieur de la République d'Autriche.

(2) Sur demande expresse, l'Office fédéral de la justice et le Ministre fédéral de la justice de la République d'Autriche se communiquent, dans des cas particuliers, copie des décisions répressives, pour permettre à l'Etat requérant d'examiner si elles donnent lieu à des mesures sur le plan interne.

Art. XV

Au sens du présent Accord, le terme « peine » signifie également une mesure de sûreté.

Art. XVI (Ad article 29 de la Convention)

Si la Convention est dénoncée par l'une des Parties au présent Accord, elle reste tout d'abord en vigueur entre ces deux Parties pour une durée de deux ans. Ce délai commence à courir six mois après la date de la notification au Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Il est tacitement prolongé d'année en année, à moins que l'une des deux Parties ne notifie par écrit à l'autre, six mois avant l'expiration du délai, qu'elle ne consent pas à une nouvelle prolongation.

Art. XVII

(1) Le présent Accord sera ratifié; l'échange des instruments de ratification aura lieu dès que possible à Vienne.

(2) Le présent Accord entre en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification.

⁸ RS 0.353.1

(3) Le présent Accord peut être dénoncé par écrit en tout temps; il cesse d'être en vigueur six mois après sa dénonciation ou, de plein droit, au moment où la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale ne lie plus les Parties au présent Accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berne, le 13 juin 1972, en deux originaux en langue allemande.

Pour la Confédération suisse:

Graber

Pour la République d'Autriche:

Bielka

Liste des autorités suisses qui ont la compétence de correspondre directement pour les affaires d'entraide judiciaire avec les autorités étrangères⁹

(Ordre alphabétique)

Catégories

- A. Autorités fédérales
- B. Autorités cantonales
- Ia. Tribunaux cantonaux supérieurs
- Ib. Autorités administratives cantonales
- IIa. Autres tribunaux, ministères publics cantonaux et autorités de surveillance en matière de poursuites et de faillites
- IIb. Tribunaux de district
- III. Autorités régionales de poursuite pénale
- IV. Office des poursuites et des faillites
- * Autorité également compétente pour le droit civil

A. Autorités fédérales

1. Tribunal fédéral, 1014 Lausanne*
2. Tribunal fédéral des assurances, 6000 Lucerne*
3. Justice militaire, chancellerie tribunaux militaires, à Berne
Tribunaux de division
Tribunaux militaires d'appel
Tribunal militaire de cassation
4. Office de l'auditeur en chef, 3003 Berne
5. Office fédéral de la justice, 3003 Berne*
6. Office fédéral de la police, 3003 Berne
7. Ministère public de la Confédération (MPC), 3003 Berne
8. Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IPI), 3003 Berne*
9. Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP),
3003 Berne
10. Office fédéral de l'aviation civile (OFAC), 3003 Berne
11. Office fédéral de l'énergie (OFEN), 3003 Berne
12. Office fédéral de la communication (OFCOM), 2501 Bienne
13. Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO), 3003 Berne
14. Office fédéral de l'agriculture (OFAG), 3003 Berne (*limité dans le temps*)
15. Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT),
3003 Berne
16. Administration fédérale des finances (AFF), 3003 Berne
17. Administration fédérale des contributions, 3003 Berne (*concerne uniquement l'escroquerie en matière de contributions*)

⁹ RO 2001 2611

18. Régie fédérale des alcools (RFA), 3003 Berne
19. Direction générale des douanes, 3003 Berne
20. Office vétérinaire fédéral (OVF), 3003 Berne
21. Office fédéral de la santé publique (OFSP), 3003 Berne

B. Kantonale Behörden/Autorités cantonales/Autorità cantionali

Aargau/Argovie/Argovia

- Ia. – Obergericht, Justizverwaltung, in Aarau*
- Ib. – Polizeikommando, Verkehrspolizei, in Aarau
(nur für Strassenverkehrssachen)
- IIa. – Staatsanwaltschaft, in Aarau
– Jugendanwaltschaft, in Aarau
– Kantonales Untersuchungsamt, in Aarau
– Handelsgericht, in Aarau*
– Versicherungsgericht, in Aarau*
- IIb. – Bezirksgerichte, in*
Aarau
Baden
Bremgarten
Brugg
Laufenburg
Lenzburg
Muri (AG)
Rheinfelden
Unterkulm (Bezirk Kulm)
Zofingen
Zurzach
- III. – Bezirksämter, in*
Aarau
Baden
Bremgarten
Brugg
Laufenburg
Lenzburg
Muri (AG)
Rheinfelden
Unterkulm (Bezirk Kulm)
Zofingen
Zurzach
- IV. – Konkursämter*
Aarau in Oberentfelden
Kulm
Lenzburg
Zofingen

- | | | |
|--|-------------|----------|
| | Baden | in Baden |
| | Bremgarten | |
| | Brugg | in Brugg |
| | Laufenburg | |
| | Muri (AG) | |
| | Rheinfelden | |
| | Zurzach | |
- Betreibungsämter (in jeder Gemeinde)*

Appenzell A. Rh./Appenzell Rhodes-Extérieures/Appenzello Esterno

- | | | | |
|------|---|----------------------------|-----------------------|
| I. | – | Obergericht, in Trogen* | |
| II. | – | Kantonsgericht, in Trogen* | |
| III. | – | Verhöramt, in Trogen | |
| IV. | – | Konkursämter* | Hinterland in Urnäsch |
| | | | Mittelland in Teufen |
| | | | Vorderland in Heiden |
| | – | Betreibungsämter, in* | Bühler |
| | | | Gais |
| | | | Grub |
| | | | Heiden |
| | | | Herisau |
| | | | Hundwil |
| | | | Lutzenberg |
| | | | Rehetobel |
| | | | Reute |
| | | | Schönengrund |
| | | | Schwellbrunn |
| | | | Speicher |
| | | | Stein |
| | | | Teufen |
| | | | Trogen |
| | | | Urnäsch |
| | | | Wald |
| | | | Waldstatt |
| | | | Walzenhausen |
| | | | Wolfhalden |

Appenzell I. Rh./Appenzell Rhodes-Intérieures/Appenzello Interno

- | | | |
|-----|---|--|
| Ia. | – | Kantonsgericht, in Appenzell* |
| | – | Kassationsgericht, in Appenzell* |
| Ib. | – | Justiz- und Polizeidirektion, in Appenzell |

- II. – Bezirksgericht, in Appenzell*
- Bezirksgericht, in Oberegg*
- Vormundschaftsbehörde (als Jugendgericht), in Appenzell
- Vormundschaftsbehörde (als Jugendgericht), in Oberegg
- III. – Kantonales Untersuchungsrichteramt, in Appenzell
- Jugendsekretariat, in Appenzell
- Jugendsekretariat, in Oberegg
- Bezirkshauptmannämter, in Appenzell
Gonten
Oberegg
Rüte
Schlatt-Haslen
Schwende
- IV. – Konkursämter, in* Appenzell
Oberegg
- Betreibungsämter, in* Appenzell
Oberegg

Basel-Landschaft/Bâle-Campagne/Basilea Campagna

- Ia. – Obergericht, in Liestal*
- IIa. – Strafgericht, in Liestal
- Jugendgericht, in Liestal
- Staatsanwaltschaft, in Liestal
- Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs, in Liestal*
- Besonderes Untersuchungsrichteramt
- IIb. – Bezirksgerichte, in* Arlesheim
Gelterkinden
Laufen
Liestal
Sissach
Waldenburg
- III. – Statthalterämter, in Arlesheim
Laufen
Liestal
Sissach
Waldenburg
- IV. – Betreibungs- und Konkursämter, in* Arlesheim
Binningen
Laufen
Liestal
Sissach
Waldenburg

Basel-Stadt/Bâle-Ville/Basilea Città

- Ia. – Appellationsgericht, in Basel*
- Ib. – Polizei- und Militärdepartement, in Basel
- II. – Zivilgericht, in Basel*
 - Rheinschiffahrtsgericht, in Basel*
 - Strafgericht, in Basel
 - Jugendstrafkammer, in Basel
- III. – Staatsanwaltschaft, in Basel
- IV. – Betreibungs- und Konkursamt Basel-Stadt, in Basel*

Bern/Berne/Berna

- Ia. – Obergericht, in Bern*/Cour suprême, à Berne*
 - Appellationshof, in Bern*/Cour d'appel, à Berne*
 - Kassationshof, in Bern*/Cour de cassation, à Berne*
 - Anklagekammer, in Bern/Chambre d'accusation, à Berne
 - Strafkammern, in Bern/Chambres pénales, à Berne
 - Anwaltskammer, in Bern/Chambre des avocats, à Berne
 - Rekurskommission für fürsorgliche Freiheitsentziehung, in Bern/
Commission de recours en matière de privation de liberté à des fins
d'assistance, à Berne
 - Verwaltungsgericht, in Bern/Tribunal administratif, à Berne
- Ib. – Staatskanzlei, in Bern/Chancellerie d'Etat, à Berne
 - Kantonsarztamt, in Bern/Office du médecin cantonal, à Berne
 - Kantonsapothekeramt, in Bern/Office du pharmacien cantonal, à Berne
 - Sozialamt, in Bern/Office des affaires sociales, à Berne
 - Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion, in Bern*/Direction de la Justice
des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, à Berne*
 - Steuerverwaltung, in Bern/Intendance des impôts, à Berne
- IIa. – Wirtschaftsstrafgericht/Tribunal pénal économique
 - Handelsgericht*/Tribunal de commerce*
 - Generalprokurator/Stellvertretende Generalprokuratoren, in Bern/
Procureur général/Suppléant(e)s du parquet général, à Berne
 - Prokuratoren für das ganze – Procureur(e)s pour l'ensemble du
Kantonsgebiet, in Bern territoire cantonal, à Berne
deutschsprachiger Kantonsteil, pour le Jura bernois, à Moutier
in Thun
 - Kantonales Untersuchungsrichteramt für Wirtschafts- und Dro- – Service cantonal de juges
genkriminalität und das organi- d'instruction chargé des affaires
sierte Verbrechen, in Bern de criminalité économique, de
drogue et de crime organisé, à
Berne
 - Jugendstaatsanwälte – Procureur(e)s des mineurs

	– Aufsichtsbehörde in Betreibungs- und Konkursachen, in Bern*	– Autorité de surveillance en matière de poursuite et faillite, à Berne*
IIb.	– Kreisgerichte*/ Tribunaux d'arrondissement*	I Courtelary-Moutier-La Neuveville, à Moutier II Biel-Nidau, in Biel Bienne-Nidau, à Bienne III Aarberg-Büren-Erlach, in Aarberg IV Aarwangen-Wangen, in Aarwangen V Burgdorf-Fraubrunnen, in Burgdorf VI Signau Trachselwald, in Langnau i. E. VII Konolfingen, in Schlosswil VIII Bern-Laupen, in Bern IX Schwarzenburg-Seftigen, in Belp X Thun, in Thun XI Interlaken-Oberhasli, in Interlaken XII Frutigen-Niedersimmental, in Wimmis XIII Obersimmental-Saanen, in Saanen
	– Regionale Haftgerichte/ Juges de l'arrestation régionaux	I Berner Jura-Seeland, in Biel/ Jura bernois-Seeland, à Bienne II Emmental-Oberaargau, in Burgdorf III Bern Mittelland, in Bern IV Berner Oberland, in Thun
	– Jugendgerichte/ Tribunaux des mineurs	– Oberland, in Spiez – Bern-Mittelland, in Bern – Bern Stadt, in Bern – Emmental Oberaargau, in Burgdorf – Seeland, in Biel/à Bienne Jura bernois, à Moutier
III.	– Regionalprokuratoren/ Procureur(e)s régionaux	I Berner Jura-Seeland, in Biel/ Jura bernois-Seeland, à Bienne I Jura bernois-Seeland, agence de Moutier, à Moutier II Emmental-Oberaargau, in Langenthal III Bern-Mittelland, in Bern IV Berner Oberland, in Thun

- | | |
|---|---|
| – Regionale Untersuchungsrichter-
ämter/Services régionaux de juges
d’instruction | I Berner Jura-Seeland, in Biel/
Jura bernois-Seeland, à Bienna
I Jura bernois-Seeland,
agence de Moutier, à Moutier
II Emmental-Oberaargau,
in Burgdorf
III Bern-Mittelland, in Bern
IV Berner Oberland, in Thun |
| IV. – Betreibungs- und Konkursämter*/
Offices des poursuites et des
faillites* | – Berner Jura-Seeland, in Biel/
Jura bernois-Seeland, à Bienna
– Emmental-Oberaargau,
in Burgdorf
– Bern-Mittelland, in Bern
– Berner Oberland, in Interlaken |

Freiburg/Fribourg/Friburgo

- | | |
|--|---|
| Ia. – Tribunal cantonal, à Fribourg*/Kantonsgericht, in Freiburg* | |
| IIa. – Ministère public, à Fribourg/Staatsanwaltschaft, in Freiburg
– Office des juges d’instruction, à Fribourg/Untersuchungsrichteramt,
in Freiburg
– Tribunal pénal économique, à Fribourg/Wirtschaftsstrafgericht, in Freiburg
– Chambre pénale des mineurs, à Fribourg/Jugendstrafkammer, in Freiburg | |
| IIb. – Tribunaux d’arrondissement*/
Bezirksgerichte* | de la Broye à Estavayer-le-Lac
de la Glâne à Romont
de la Gruyère à Bulle
du Lac/des See-
bezirks à Morat/in Murten
de la Sarine à Fribourg
de la Singine/des
Sensebezirks à Tavel/in Tafers
de la Veveyse à Châtel-Saint-Denis |
| III. – Préfets/Oberamtänner* | de la Broye à Estavayer-le-Lac
de la Glâne à Romont
de la Gruyère à Bulle
du Lac/des See-
bezirks à Morat/in Murten
de la Sarine à Fribourg
de la Singine/des
Sensebezirks à Tavel/in Tafers
de la Veveyse à Châtel-Saint-Denis |

Graubünden/Grisons/Grigioni

Ia. – Kantonsgericht, in Chur*		
IIa. – Staatsanwaltschaft, in Chur		
IIb. – Bezirksgerichte*	Albula	in Tiefencastel
– Jugendgerichte	Bernina	in Poschiavo
	Hinterrhein	in Thusis
	Imboden	in Domat/Ems
	Inn	in Sent
	Maloja	in Samedan
	Moesa	in Roveredo
	Plessur	in Chur
	Landquart	in Landquart
	Prättigau/Davos	in Klosters
	Surselva	in Ilanz
III. – Untersuchungsrichterämter	Chur	in Chur
	Davos	in Davos Platz
	Ilanz	in Ilanz
	Samedan	in Samedan
	Thusis	in Thusis
– Kreisämter	Alvaschein	in Tiefencastel
	Avers	in Avers-Juf
	Belfort	in Schmitten
	Bergell	in Vicosoprano
	Bergün	in Filisur
	Brusio	in Brusio
	Calanca	in Arvigo
	Chur	in Chur
	Churwalden	in Churwalden
	Davos	in Davos-Platz
	Disentis	in Disentis
	Domleschg	in Fürstenu
	Fünf Dörfer	in Zizers
	Ilanz	in Ilanz
	Jenaz	in Pragg-Jenaz
	Klosters	in Klosters
	Küblis	in Conters i. P.
	Lugnez/	
	Lumnezia	in Vella
	Luzein	in Luzein
	Maienfeld	in Maienfeld
	Misox	in Mesocco
	Val Müstair	in Sta. Maria V.M.
	Oberengadin	in Samedan
	Poschiavo	in Poschiavo
	Ramosch	in Strada

Rhäzüns	in Domat/Ems
Rheinwald	in Sufers
Roveredo	in Roveredo
Ruis	in Rueun
Safien	in Tenna
Schams	in Zillis
Schanfigg	in Langwies
Schiers	in Schiers
Seewis	in Seewis
Suot Tasna	in Sent
Surses	in Savognin
Sur Tasna	in Susch
Thusis	in Thusis
Trins	in Trin

- IV. – Ein Konkursamt pro Bezirk*
– Betreuungsämtler (in allen Kreisen)*

Jura/Jura/Giura

- Ia. – Tribunal cantonal à Porrentruy composé de la:
– Cour constitutionnelle*
– Cour civile*
– Cour pénale
– Chambre d'accusation
– Cour administrative comprenant une Chambre administrative et une
Chambre des assurances
– Cour criminelle
– Cour de cassation*
– Chambre de révocation
- II. – Tribunal de première instance à Porrentruy composé du:
– Juge civil*
– Juge pénal
– Juge administratif
– Conseil de prud'hommes*
– Tribunal des baux à loyer et à ferme*
– Tribunal des mineurs, à Delémont
– Procureur général du canton du Jura, à Porrentruy
– Autorité inférieure de surveillance en matière de LP est le juge civil, à Porrentruy*
– Autorité supérieure de surveillance en matière de LP est une section du tribunal cantonal, à Porrentruy*
- III. – Juge d'instruction cantonal et Office des juges d'instruction, à Porrentruy

- IV. – Offices de poursuites et faillites, à* Delémont
 Porrentruy
 Saignelégier

Luzern/Lucerne/Lucerna

- Ia. – Obergericht, in Luzern*
 – Verwaltungsgericht, in Luzern
- Ib. – Justizdepartement, in Luzern
 – Militär-, Polizei- und Umweltschutzdepartement, in Luzern
- IIa. – Kriminalgericht, in Luzern
 – Staatsanwaltschaft, in Luzern
 – Kant. Untersuchungsrichteramt, in Kriens
 – Jugendanwaltschaft, in Luzern
- IIb. – Amtsgerichte* Entlebuch
 Hochdorf
 Luzern-Land in Kriens
 Luzern-Stadt in Luzern
 Sursee
 Willisau
 – Jugendgerichte Entlebuch
 Hochdorf
 Luzern-Land in Kriens
 Luzern-Stadt in Luzern
 Sursee
 Willisau
- III. – Amtsstatthalterämter Entlebuch in Schüpfheim
 Hochdorf
 Luzern-Land in Kriens
 Luzern-Stadt in Kriens
 Sursee
 Willisau
- IV. – Konkursämter* Entlebuch
 Hochdorf in Emmenbrücke
 Luzern-Stadt Lu- in Luzern
 zern-Land in Horw
 Sursee
 Willisau
 – Betreibungsämter (in jeder Gemeinde)*

Neuenburg/Neuchâtel/Neuchâtel

- Ia. – Tribunal cantonal, à Neuchâtel*
 - Cour de cassation pénale, à Neuchâtel
 - Cour d'assises, à Neuchâtel
- IIa. – Ministère public, à Neuchâtel
- IIb. – Tribunaux de district, à*
 - Boudry
 - Cernier (Val-de-Ruz)
 - La Chaux-de-Fonds
 - Le Locle
 - Môtiers (Val-de-Travers)
 - Neuchâtel
- Tribunaux correctionnels, à
 - Boudry
 - Cernier (Val-de-Ruz)
 - La Chaux-de-Fonds
 - Le Locle
 - Môtiers (Val-de-Travers)
 - Neuchâtel
- Tribunaux de police, à
 - Boudry
 - Cernier (Val-de-Ruz)
 - La Chaux-de-Fonds
 - Le Locle
 - Môtiers (Val-de-Travers)
 - Neuchâtel
- III. – Cabinet des Juges d'instruction, à
 - La Chaux-de-Fonds
 - Neuchâtel
- IV. – Service des poursuites et des faillites, à Neuchâtel*

Nidwalden/Nidwald/Nidvaldo

- Ia. – Obergericht, in Stans*
- II. – Kantonsgericht, in Stans*
 - Staatsanwaltschaft, in Stans
 - Einzelrichter in Schuldbetreibung und Konkurs, in Stans*
- III. – Verhöramt Nidwalden, in Stans
 - Verhöramt für Wirtschaftsdelikte, in Stans
- IV. – Konkursamt, in Stans*
 - Betreibungsamt, in Stans*

Schaffhausen/Schaffhouse/Sciaffusa

- Ia. – Obergericht, in Schaffhausen*
- Ib. – Departement des Innern, in Schaffhausen
- II. – Kantonsgericht, in Schaffhausen*
 - Jugendgericht, in Schaffhausen
 - Staatsanwaltschaft, in Schaffhausen
 - Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs, in Schaffhausen*
- III. – Untersuchungsrichteramt, in Schaffhausen
 - Jugendanwaltschaft, in Schaffhausen
 - Finanzdepartement (Verkehrsstrafamt), in Schaffhausen
- IV. – Betreibungsämter*

Klettgau	in Hallau
Reiat	in Thayngen
Schleitheim	in Schleitheim
Stein	in Stein am Rhein

 - Betreibungs- und Konkursamt Schaffhausen, in Schaffhausen*

Schwyz/Schwyz/Svitto

- Ia. – Kantonsgericht, in Schwyz*
 - Verwaltungsgericht, in Schwyz
- Ib. – Justizdepartement, in Schwyz
 - Militär- und Polizeidepartement, in Schwyz
- IIa. – Verhöramt, in Schwyz
 - kantonales Strafgericht, in Schwyz
 - kantonales Jugendgericht, in Schwyz
 - Kantonsgericht, in Schwyz*
 - Staatsanwaltschaft, in Schwyz
- IIb. – Bezirksgerichte*

Einsiedeln	in Einsiedeln
Gersau	in Gersau
Höfe	in Wollerau
Küssnacht	in Küssnacht (SZ)
March	in Lachen
Schwyz	in Schwyz
- III. – Bezirksämter

Einsiedeln	in Einsiedeln
Gersau	in Gersau
Höfe	in Wollerau
Küssnacht	in Küssnacht (SZ)
March	in Lachen
Schwyz	in Schwyz

– Jugendanwälte		
	Kreis I	Schwyz, Gersau,
		Küssnacht in Küssnacht
	Kreis II	Einsiedeln in Einsiedeln
	Kreis III	March, Höfe in Pfäffikon
IV. – Konkursämter*		
		Schwyz I in Schwyz
		Schwyz II in Goldau
		March in Lachen
		Höfe in Wollerau
		Einsiedeln in Einsiedeln
		Küssnacht in Küssnacht
		Gersau in Gersau
– Betreibungsämter*		Alpthal in Einsiedeln
		Altendorf
		Arth
		Einsiedeln
		Feusisberg
		Freienbach
		Galgenen
		Gersau
		Illgau in Muotathal
		Ingenbohl
		Innerthal in Vorderthal
		Küssnacht (SZ)
		Lachen
		Lauerz in Schwyz
		Morschach in Brunnen
		Muotathal
		Oberiberg in Unteriberg
		Reichenburg
		Riemstalden in Brunnen
		Rothenthurm in Schwyz
		Sattel in Schwyz
		Schübelbach
		Schwyz
		Steinen in Schwyz
		Steinerberg in Arth
		Tuggen
		Unteriberg
		Vorderthal
		Wangen
		Wollerau

Solothurn/Soleure/Soletta

- Ia. – Obergericht, in Solothurn*
– Kriminalgericht, in Solothurn
– Kassationsgericht, in Solothurn*
– Verwaltungsgericht, in Solothurn
– Versicherungsgericht, in Solothurn
- IIa. – Staatsanwaltschaft, in Solothurn
– Kantonales Untersuchungsrichteramt, in Solothurn
– Jugendanwaltschaft, in Solothurn
– Obergericht, in Solothurn, als Aufsichtsbehörde in Schuldbetreibungs- und Konkursangelegenheiten*
- IIb. – Amtsgerichte*
Bucheggberg-
Wasseramt in Solothurn
Dorneck-
Thierstein in Dornach
Olten-Gösgen in Olten
Solothurn-Lebern in Solothurn
Thal-Gäu in Balsthal
– Jugendgerichte
Bucheggberg-
Wasseramt in Solothurn
Dorneck-
Thierstein in Dornach
Olten-Gösgen in Olten
Solothurn-Lebern in Solothurn
Thal-Gäu in Balsthal
- III. – Kantonales Untersuchungsrichteramt
Geschäftsstelle Oensingen
Geschäftsstelle Olten
- IV. – Konkursämter*
Solothurn in Solothurn
Olten in Olten
Dornach in Dornach
– Betreibungsämter*
Bucheggberg-
Wasseramt in Solothurn
Dorneck in Dornach
Grenchen-
Bettlach in Grenchen
Lebern in Solothurn
Olten-Gösgen in Olten
Solothurn in Solothurn
Thal-Gäu in Balsthal
Thierstein in Breitenbach

Tessin/Tessin/Ticino

- Ia. – Tribunale di appello e le sue Camere, a Lugano:
 – Camera civile*
 – Camera di cassazione civile*
 – Tribunale penale cantonale
 – Corte di cassazione e revisione penale
 – Camera dei ricorsi penali
 – Camera di esecuzione e fallimenti*
 – Camera della pianificazione del territorio
 – Camera di diritto amministrativo (Trib. cantonale amministrativo)
 – Camera di diritto tributario
 – Camera cantonale delle assicurazioni (Trib. cantonale delle assicurazioni)
 – Il Presidente delle Assise criminali e il Presidente delle Assise correzionali di tutti i distretti
- Ib. – Il Dipartimento delle istituzioni, a Bellinzona
- II. – I Pretori delle giurisdizioni del Distretto di*
 Bellinzona
 Blenio (Acquarossa)
 Leventina (Faido)
 Locarno-Campagna
 Locarno-Città
 Lugano
 Mendrisio-Nord
 Mendrisio-Sud
 Riviera (Biasca)
 Vallemaggia (Cevio)
- III. – Il Ministero Pubblico, a Lugano
 – Il Magistrato dei minorenni, a Lugano
 – Il Giudice dell'istruzione e dell'arresto, a Lugano
- IV. – Gli Uffici esecuzione e fallimenti dei distretti indicati al n° II*

Thurgau/Thurgovie/Turgovia

- Ia. – Obergericht, in Frauenfeld*
- IIa. – Staatsanwaltschaft, in Frauenfeld
 – Jugendanwaltschaft, in Frauenfeld
 – Kantonales Untersuchungsrichteramt, in Frauenfeld
- IIb. – Bezirksgerichte*
 Arbon
 Bischofszell
 Diessenhofen
 Frauenfeld
 Kreuzlingen
 Münchwilen
 Steckborn
 Weinfelden

III. – Bezirksämter	Arbon Bischofszell Diessenhofen Frauenfeld Kreuzlingen Münchwilen Steckborn Weinfelden	
IV. – Konkursamt, in Frauenfeld*		
– Friedensrichter- und Betreibungsämter*	Alterswilen Altnau Arbon Berg Berlingen Bischofszell Bürglen Bussnang Diessenhofen Egnach Ermatingen Eschenz Fischingen Frauenfeld Gottlieben Kreuzlingen Lommis Märstetten Matzingen Müllheim Romanshorn Schönholzerswilen Sirnach Steckborn Sulgen Thundorf Tobel Uesslingen Uttwil Weinfelden Zihlschlacht	in Siegershausen in Güttingen in Neukirch-Egnach in Bichelsee in Tägerwilen in Wängi in Wigoltingen in Pfyn in Oberneunforn in Dozwil in Amriswil

Uri/Uri/Uri

- Ia. – Obergericht Uri, in Altdorf*
- IIa. – Staatsanwaltschaft Uri, in Altdorf
 - Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs, in Altdorf*
- IIb. – Landgericht Uri, in Altdorf*
 - Landgericht Ursern, in Andermatt*
- III. – Verhöramt Uri, in Altdorf
- IV. – Betreibungsämter der Gemeinden*
 - Altdorf
 - Andermatt
 - Attinghausen
 - Bauen
 - Bürglen
 - Erstfeld
 - Flüelen
 - Göschenen
 - Gurtellen
 - Hospenthal
 - Isenthal
 - Realp
 - Schattdorf
 - Seedorf
 - Seelisberg
 - Silenen
 - Sisikon
 - Spiringen
 - Unterschächen
 - Wassen
- Konkursamt Uri, in Altdorf*

Waadt/Vaud/Vaud

- Ia. – Tribunal cantonal, à Lausanne*
- IIa. – Procureur général du canton de Vaud, à Lausanne
 - Juge d’instruction cantonal, à Lausanne
 - Tribunal des mineurs, à Lausanne
 - Tribunal des baux, à Lausanne*
 - Autorités inférieures de surveillance en matière de LP sont les présidents des tribunaux d’arrondissement, à*
 - Lausanne
 - Nyon
 - Vevey
 - Yverdon
 - Autorité supérieure de surveillance en matière de LP est une section du Tribunal cantonal, à Lausanne*

-
- Ib. – Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois, à Vevey comprenant les districts de* Aigle
Lavaux
Oron
Pays-d'Enhaut
Vevey
- Tribunal d'arrondissement de Lausanne, à Lausanne comprenant le district de* Lausanne
- Tribunal d'arrondissement de la Côte, à Nyon comprenant les districts de* Aubonne
Cossonay
Morges
Nyon
Rolle
- Tribunal d'arrondissement de la Broye et du Nord vaudois, à Yverdon-les-Bains comprenant les districts de* Avenches
Echallens
Grandson
La Vallée
Moudon
Orbe
Payerne
Yverdon
- III. – Office d'instruction pénale de l'Est Vaudois à Vevey pour les districts de Aigle
Lavaux
Oron
Pays d'Enhaut
Vevey
- Office d'instruction pénale de Lausanne pour le district de Lausanne
- Office d'instruction pénale de la Côte, à Morges pour les districts de Aubonne
Cossonay
Morges
Nyon
Rolle
- Office d'instruction pénale du Nord vaudois à Yverdon-les-Bains pour les districts de Avenches
Echallens
Grandson
La Vallée
Moudon
Orbe
Payerne
Yverdon

IV. – Offices des poursuites et des faillites, à*	Aigle Château-d'Oex Cossonay Cully (Lavaux) Echallens Grandson Lausanne:	poursuites Est poursuites Ouest faillites
	Le Sentier Montreux Morges Moudon/Oron à Moudon Nyon Payerne/Avenches à Payerne Rolle/Aubonne à Rolle Vevey Yverdon/Orbe à Yverdon	

Wallis/Valais/Vallese

Ia. – Tribunal cantonal, à Sion*/Kantonsgericht, in Sitten*		
Ib. – Chancellerie d'Etat pour les autorités administratives cantonales/ Staatskanzlei für die kantonalen Verwaltungsbehörden		
II. – Tribunaux de district à*/ Bezirksgerichte in*	Brig Leuk-Stadt Martigny-Ville Monthey Sembrancher Sierre Sion Visp	
– Tribunaux d'arrondissement de*/Kreisgerichte, in*	Brig Leuk-Stadt Martigny-Ville Monthey Sembrancher Sierre Sion Visp	
– Tribunal des mineurs, à Sion/Jugendgericht, in Sitten		
III. – Tribunaux d'instruction pé- nale/Untersuchungsrichterämter	Oberwallis Valais central Bas-Valais	in Visp à Sion à St-Maurice

- IV. – Offices des poursuites et des
faillites des districts de*/
Betreibungs- und Konkursämter
der Bezirke*
- Brig
 - Conthey
 - Entremont
 - Goms
 - Hérens
 - Leuk
 - Martigny
 - Monthey
 - Östlich Raron
 - Sierre
 - Sion
 - St.-Maurice
 - Viège/Visp
 - Westlich Raron

Zug/Zoug/Zugo

- Ia. – Obergericht, in Zug*
- Ib. – Sicherheitsdirektion, in Zug
- IIa. – Kantonsgericht, in Zug*
– Strafgericht, in Zug
– Jugendgericht, in Zug
– Einzelrichteramt in Strafsachen, in Zug
– Staatsanwaltschaft, in Zug
– Untersuchungsrichteramt, in Zug
– Jugendanwaltschaft, in Zug
- IV. – Konkursamt, in Zug*
– Betreibungsämter (in jeder Gemeinde)*

Zürich/Zurich/Zurigo

- Ia. – Kassationsgericht, in Zürich*
– Obergericht, in Zürich*
- IIa. – Handelsgericht, in Zürich*
– Geschworenengericht, in Zürich
– Sozialversicherungsgericht, in Winterthur
– Staatsanwaltschaft, in Zürich
– Bezirksanwaltschaften I, II, III IV und V für den Kanton Zürich, in Zürich
– Jugendstaatsanwaltschaft, in Winterthur

IIb. – Bezirksgerichte, in*	Affoltern a. A. Andelfingen Bülach Dielsdorf Hinwil Horgen Meilen Pfäffikon (ZH) Uster Winterthur Zürich	
III. – Bezirksanwaltschaften, in	Affoltern a. A. Andelfingen Bülach Dielsdorf Hinwil Horgen Meilen Pfäffikon (ZH) Uster Winterthur Zürich	
– Statthalterämter, in	Affoltern a. A. Andelfingen Bülach Dielsdorf Dietikon Hinwil Horgen Meilen Pfäffikon (ZH) Uster Winterthur Zürich	
– Polizeirichteramt der Stadt Zürich		
– Stadtrat von Winterthur		
– Jugendanwaltschaft der Bezirke	Affoltern und Dietikon Bülach und Dielsdorf Hinwil und Pfäffikon Horgen Uster Andelfingen und Winterthur Zürich	in Zürich in Bülach in Wetzikon in Horgen in Meilen in Winterthur in Zürich

IV. – Konkursämter, in*

Affoltern a. A.
Andelfingen
Bassersdorf
Bauma
Bülach
Dielsdorf
Dietikon
Dübendorf
Eglisau
Elgg
Embrach
Feuerthalen
Grüningen
Horgen
Illnau
Küsnacht (ZH)
Männedorf
Meilen
Niederglatt
Pfäffikon
Schlieren
Stäfa
Stammheim
Thalwil
Turbenthal
Uster
Wädenswil
Wald
Wetzikon
Winterthur
Zürich

– Betreibungsämter
(in allen Gemeinden)*

